



# ASSEMBLÉE NATIONALE

16ème législature

Une nuit sur un brancard : un risque 46% plus élevé de mourir !

Question écrite n° 9365

## Texte de la question

M. Damien Maudet interpelle M. le ministre de la santé et de la prévention sur l'état des urgences et le nombre croissant et alarmant de décès sur des brancards. « Dire "venez aux urgences, vous serez pris en charge, ça va bien se passer" : c'est un mensonge », selon le docteur Sébastien Harscoat, praticien aux urgences de Strasbourg, Dijon, Grenoble, Strasbourg, Saint-Malo... dans l'année qui vient de s'écouler, les soignants ont dû faire face au pire : le décès d'un patient sur un brancard. S'il n'est pas assuré que cela vient d'une faute de prise en charge et cela doit être laissé à une enquête, cette situation s'inscrit dans un effondrement - quasi organisé - de l'hôpital public et des services d'urgences : partie émergée de l'iceberg. L'été 2022 déjà, alors que les urgences coulaient, M. le ministre a pris pour première mesure : les fermer ! Mais les fermer sans le dire. Puisqu'il a ensuite déclaré : « Il n'y a pas de fermetures d'urgences, il faut arrêter avec ce terme tout le temps utilisé. ». Cocasse, l'ancien syndicat de M. le ministre, Samu Urgence de France, déplorait dans le même temps la fermeture de 42 services. Après les mensonges, les promesses. En novembre 2022 : « dans 6 mois, ça va aller mieux ». Depuis, c'est une véritable hécatombe. En janvier 2023 : au Bailleul, on ferme les urgences les nuits et les week-ends, à Cavaillon, dans le Vaucluse, à Thonon, en Haute-Savoie, à Laval, en Mayenne : on ferme les urgences la nuit. En février 2023, fermeture des urgences pédiatriques à Saintes, en Charente-Maritime. Les fermetures des urgences de nuit se poursuivent à Giens, en Centre-Val de Loire, à Bergerac, en Dordogne, à Vénissieux, dans le Rhône. L'hécatombe se poursuit en mars 2023 avec une fermeture nocturne des urgences pédiatriques à Nantes, en Loire-Atlantique. Et toujours des fermetures d'urgences la nuit au Bailleul, en Sarthe, à Valence, dans la Drôme ou à Issoudun, dans l'Indre. Avril 2023, les services d'urgences ferment les uns après les autres la nuit, à Feurs, en Rhône-Alpes, à Ancenis, en Loire-Atlantique, à Val de Briey, en Meurthe-et-Moselle. Lorsqu'ils ont accès aux urgences, faute de personnel, les patients doivent attendre 16, 27, 40, 70 heures ! Et tout cela conduit donc à des drames. L'ancien syndicat de M. le ministre - encore - déplore 150 décès sur des brancards faute de prise en charge. Une dernière étude pointe le fait que passé 75 ans, attendre une nuit sur un brancard augmente de 46 % le risque d'y finir sa vie. « Les résultats sont impressionnants », explique Yonathan Freund, médecin urgentiste à l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière, à Paris. « La surmortalité est de 46 %, presque 50 % donc, si vous avez passé une nuit sur un brancard aux urgences. Pire, si on s'intéresse plus spécialement aux patients âgés qui ont une autonomie limitée, donc encore plus fragiles, ces patients-là meurent près de deux fois plus s'ils passent une nuit sur un brancard plutôt que dans un lit d'hospitalisation classique ». Les résultats sont impressionnants. Ils sont surtout dramatiques. Et face à cela, rien de structurel n'est proposé. Rien pour attirer les soignants. Aucun ratio, aucune amélioration des conditions de travail pour les faire rester. Alors, c'est la déliquescence de ce qui fut le meilleur système de santé au monde. Il lui demande comment un ministre de la santé, un ancien urgentiste, peut accepter cette situation.

## Données clés

**Auteur** : [M. Damien Maudet](#)

**Circonscription** : Haute-Vienne (1<sup>re</sup> circonscription) - La France insoumise - Nouvelle Union Populaire écologique et sociale

**Type de question** : Question écrite

**Numéro de la question** : 9365

**Rubrique** : Établissements de santé

**Ministère interrogé** : Santé et prévention

**Ministère attributaire** : [Santé et prévention](#)

Date(s) clé(s)

**Question publiée au JO le** : [27 juin 2023](#), page 5730

**Question retirée le** : 11 juin 2024 (Fin de mandat)